

Protection des Populations  
rue George Sand CS 30613  
Cité Administrative Bat. A  
36020 Châteauroux Cedex

Châteauroux, le 02/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS ALLIANCE BERRY ÉNERGIES VERTES**

23 Avenue de la résistance  
36600 Valençay

Références : 250512\_GFL1  
Code AIOT : 0100000287

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2025 dans l'établissement SAS ALLIANCE BERRY ENERGIES VERTES implanté Le Grand Guignier – 36360 Luçay-le-Mâle. L'inspection a été annoncée le 22/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS ALLIANCE BERRY ÉNERGIES VERTES
- Le Grand Guignier – 36360 Luçay-le-Mâle
- Code AIOT : 0100000287
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de méthanisation sous le régime de l'autorisation.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AN25 Élevages Rétention
- ATEX
- Bruits et vibrations

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Fuite dans le milieu
- IED-MTD
- Odeur
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
13	Formation.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
22	Repérage des canalisations.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 32	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
23	Zonage ATEX.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
29	Composition du biogaz.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 41	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
33	Dispositifs de rétention.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 42 > IV.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
35	bis - Gestion des eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 43	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
40	Déchets non valorisables.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
41	Communication des résultats d'analyses.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 50	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
43	Information en cas d'accident.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 51 > a)	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
48	MÉTHANISATION DE SOUS-PRODUITS ANIMAUX DE CATÉGORIE 2	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 52-5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
50	MÉTHANISATION DE SOUS-PRODUITS ANIMAUX DE CATÉGORIE 2	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 52-7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
51	MÉTHANISATION DE SOUS-PRODUITS ANIMAUX DE CATÉGORIE 2	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 52-8	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle de l'accès à l'installation.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5	Sans objet
2	Prévention des risques d'incendie et	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'explosion.		
3	Accessibilité.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8 > I.	Sans objet
4	Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8 > III.	Sans objet
5	Stockage du digestat.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 9	Sans objet
6	Destruction du biogaz.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 10	Sans objet
7	Comptage du biogaz.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 12	Sans objet
8	Caractérisation préalable des matières.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 14	Sans objet
9	Enregistrement lors de l'admission.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 16	Sans objet
10	Réception des matières.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 18	Sans objet
11	Limitation des nuisances.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 19	Sans objet
12	Non-mélange des digestats.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 20	Sans objet
14	Risques de fuite de biogaz.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 23	Sans objet
15	Surveillance du procédé de méthanisation.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 24	Sans objet
16	Phase de démarrage des installations.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 25	Sans objet
17	Précautions lors du démarrage.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 26	Sans objet
18	Indisponibilités.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 27	Sans objet
19	bis - Systèmes d'épuration du biogaz	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 27	Sans objet
20	Propreté du site.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 30	Sans objet
21	Absence de locaux occupés dans les zones à risques.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 31	Sans objet
24	Traitement du biogaz.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 35	Sans objet
25	Ventilation des locaux.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 37	Sans objet
26	Soupape de respiration, évent d'explosion.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 38	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
27	Programme de maintenance préventive.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39	Sans objet
28	Permis d'intervention et permis de feu.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 40	Sans objet
30	Dispositifs de rétention.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 42 > I.	Sans objet
31	Dispositifs de rétention.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 42 > II.	Sans objet
32	Dispositifs de rétention.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 42 > III.	Sans objet
34	Dispositifs de rétention.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 42 > V.	Sans objet
36	Valeurs limites de rejet dans l'eau.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 44	Sans objet
37	Points de rejet.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 45	Sans objet
38	bis - Prélèvement et consommation d'eau.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 45	Sans objet
39	Conditions générales de la surveillance des rejets.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 46	Sans objet
42	bis - Surveillance de l'installation et astreinte.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 50	Sans objet
44	Consignation des résultats de surveillance.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 51 > b)	Sans objet
45	Rapport annuel d'activité.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 51 > c)	Sans objet
46	MÉTHANISATION DE SOUS-PRODUITS ANIMAUX DE CATÉGORIE 2	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 52-3	Sans objet
47	MÉTHANISATION DE SOUS-PRODUITS ANIMAUX DE CATÉGORIE 2	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 52-4	Sans objet
49	MÉTHANISATION DE SOUS-PRODUITS ANIMAUX DE CATÉGORIE 2	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 52-6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Établissement respectant globalement les prescriptions de l'arrêté ministériel de référence.  
 Une pollution due à un problème de rétention des eaux résiduelles a eu lieu au cours du mois de février 2025. L'incident a été signalé à l'Inspection le 25/02/25 pour une date estimée le 23/02/25. Des mesures d'urgence ont été prises et des mesures correctives pérennes sont en cours.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle de l'accès à l'installation.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Conception et aménagement général des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est ceinte d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres de manière à interdire toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Toutefois, pour les installations implantées sur le même site qu'une autre installation classée dont le site est déjà clôturé, l'exploitant peut justifier dans l'étude d'impact qu'une simple signalétique peut être suffisante. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Conception et aménagement général des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de matières et de déchets entreposés. Pour les stockages d'intrants solides, de digestat solide et séché de longue durée, des dispositifs de sécurité, notamment à l'aide de sondes de température régulièrement réparties et à différents niveaux de profondeur du stockage, sont mis en place afin de prévenir les phénomènes d'auto-échauffement (feux couvant et émission de monoxyde de carbone). Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps (et dont la teneur et la fréquence ne peuvent être inférieures aux prescriptions du fabricant). L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de sécurité incendie. Il rédige ou fait établir des consignes de maintenance (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple, alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz ...) et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. Le stockage de liquide inflammable, de combustible et de réactifs (carton, palette, huile thermique, réactifs potentiellement exothermiques comme le chlorure de fer ...) est interdit dans les locaux abritant les unités de combustion du biogaz Des consignes relatives à la prévention des risques sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations. Ces consignes indiquent notamment : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ; -l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; -l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; -l'obligation d'un permis d'intervention pour les parties concernées de l'installation ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ; -les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ; -les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, du personnel d'astreinte visé à l'article 50 bis, des services d'incendie et de secours, etc. ; -la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et

nuisances générées ; -les instructions de maintenance et de nettoyage ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.
<b>Constats :</b> conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Accessibilité.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8 > I.
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Conception et aménagement général des installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par " accès à l'installation" une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b> Le site possède 2 entrées avec chacune un pont bascule. Une porte est fermée temporairement. Le site est entièrement clos. L'accès est contrôlé par un portail et un interphone.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8 > III.
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Conception et aménagement général des installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie " engins " de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :</p> <p>-largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie" engins ";</p> <p>-longueur minimale de 10 mètres, et présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie "engins ".</p>
<p><b>Constats :</b> Conforme aux plans dans le dossier de Demande d'Autorisation lui-même visé par le SDIS.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Stockage du digestat.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conception et aménagement général des installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de l'ensemble du digestat (fraction solide et fraction liquide) produit pendant une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son évacuation ou son traitement n'est pas possible, sauf si l'exploitant ou un prestataire dispose de capacités de stockage sur un autre site et est en mesure d'en justifier la disponibilité.</p>

<p>Les stockages de digestats solides et liquides sont couverts. Cette disposition ne s'applique pas pour le digestat solide stocké en bout de champs moins de 24 heures avant épandage, ni aux lagunes de stockage de digestat liquide ayant subi un traitement de plus de 80 jours.</p> <p>Les installations de stockage non couvertes doivent faire l'objet de mesures organisationnelles prenant en compte les situations météorologiques décennales (et notamment le niveau de réduction nécessaire des quantités de digestats produites avant les événements pluvieux importants) permettant d'éviter les débordements. Ces mesures sont annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 39.</p>
<p><b>Constats :</b> Conforme. Les cuves à stockage de digestats sont bien couvertes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Destruction du biogaz.**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Conception et aménagement général des installations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Cet équipement est présent en permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article.</p> <p>Dans le cas de l'utilisation d'une torchère, l'étude d'impact devra en préciser les règles d'implantation et de fonctionnement. Notamment, les torchères installées doivent être mises en route avant le remplissage total des unités de stockages de biogaz. Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes.</p> <p>Pour les installations existantes au 1er juillet 2021, dans le cas où cet équipement n'est pas présent en permanence sur le site, l'installation dispose d'une capacité permettant le stockage du biogaz produit jusqu'à la mise en service de cet équipement. L'exploitant définit dans un plan de gestion, au plus tard le 1er janvier 2022, les mesures de gestion associées à ces situations d'indisponibilités et garantissant la limitation de la production et un stockage du biogaz compatible avec le délai maximal de disponibilité de ses moyens de destruction ou de valorisation de secours. Ce délai ne peut être supérieur à 6 heures.</p> <p>Pour l'ensemble des installations, des mesures de gestion, actualisées chaque année en fonction des quantités traitées et des équipements installés, sont définies et annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 39, pour faire face à un éventuel pic de production. Ces mesures prévoient le stockage temporaire d'une quantité de biogaz déterminée en fonction de la documentation fournie par les constructeurs des installations. Cette quantité ne peut être inférieure à 6 heures de production nominale, ou 3 heures pour les installations disposant d'une torchère installée à demeure, dans la limite de 5 tonnes.</p> <p>Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois événements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces événements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa.</p>
<p><b>Constats :</b> conforme</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>



**N° 7 : Comptage du biogaz.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 12
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Conception et aménagement général des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit et de la quantité de biogaz valorisé ou détruit. Ce dispositif est vérifié a minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Caractérisation préalable des matières.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Conditions d'admission des déchets et matières traités
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des matières admissibles dans l'installation. Ces éléments précisent explicitement les critères qu'elles doivent satisfaire et dont la vérification est requise.  Avant la première admission d'une matière dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur, à la collectivité en charge de la collecte ou au détenteur une information préalable. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.  L'information préalable contient a minima les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- source et origine de la matière ;</li><li>- données concernant sa composition, et notamment sa teneur en matière sèche et en matières organiques ;</li><li>- dans le cas de sous-produits animaux au sens du règlement (CE) n° 1774-2002, indication de la catégorie correspondante et d'un éventuel traitement préalable d'hygiénisation ; l'établissement devra alors disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement (CE) n° 1774-2002, et les dispositifs de traitement de ces sous-produits seront présentés au dossier ;</li><li>- son apparence (odeur, couleur, apparence physique) ;</li><li>- les conditions de son transport ;</li><li>- le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li><li>- le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site.</li></ul> L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'une matière.
<b>Constats :</b> conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite.

**N° 9 : Enregistrement lors de l'admission.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 16
<b>Thème-s :</b> Élevage, Conditions d'admission des déchets et matières traités
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de : <ol style="list-style-type: none"><li>1. Leur désignation et le code des déchets indiqué à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement susvisé ;</li><li>2. La date de réception ;</li></ol>

<p>3. Le tonnage ou, en cas de livraison par canalisation, le volume, évalué selon une méthode décrite et justifiée par l'exploitant ;</p> <p>4. Le nom et l'adresse de l'expéditeur initial ;</p> <p>5. Le cas échéant, le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ou matières ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités et leur numéro SIRET ;</p> <p>6. Le cas échéant, la date et le motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés.</p> <p>Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol du digestat, et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats : conforme</b>
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>

**N° 10 : Réception des matières.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 18
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Conditions d'admission des déchets et matières traités
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est équipée d'un dispositif de pesée des matières entrantes. A défaut, l'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume, pour les matières liquides) des matières reçues lors de chaque réception, sur la base :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ;</li> <li>- ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée, décrite et justifiée par l'exploitant.</li> </ul> <p>Toute admission de matières autres que des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires ou des déchets d'industries agro-alimentaires fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité. Ce contrôle peut être effectué sur le lieu de production des déchets ; l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents justificatifs de la réalisation de ces contrôles et de leurs résultats.</p> <p>Lorsque le stockage des matières se fait à l'air libre, le dimensionnement intègre les effluents, matières semi-liquides à traiter et au besoin les eaux de lavage des surfaces de réception et de manutention des déchets. Ces ouvrages sont implantés de manière à limiter leur impact sur les tiers.</p> <p>Tout stockage à l'air libre de matières entrantes, à l'exception des matières végétales brutes et des stockages de fumiers de moins d'un mois et dont les jus sont collectés et traités par méthanisation, est protégé des eaux pluviales et, pour les matières liquides, doté de limiteurs de remplissage.</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation précise, le cas échéant, les modalités d'acceptation et d'admission pour des déchets ou matières présentant des propriétés particulières, notamment les matières liquides.</p>
<b>Constats : conforme</b>
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>

**N° 11 : Limitation des nuisances.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 19
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Conditions d'admission des déchets et matières traités
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. L'installation est conçue, équipée, construite et exploitée de manière que les émissions de toutes natures soient aussi réduites que possible, et cela tant au niveau de la réception, de l'entreposage et du traitement des matières entrantes qu'à celui du stockage et du traitement du digestat et de la valorisation du biogaz.</p> <p>A cet effet :</p> <p>Si le délai de traitement des matières, autres que des végétaux ensilés, susceptibles de générer des nuisances à la livraison ou lors de leur entreposage est supérieur à vingt-quatre heures, l'exploitant</p>

<p>met en place les moyens d'entreposage adaptés pour confiner et traiter les émissions. Ces moyens sont décrits dans le dossier de demande d'autorisation et prescrits, voire complétés, par l'arrêté préfectoral.</p> <p>Lors de l'admission de telles matières, leur déchargement se fait au moyen d'un dispositif qui isole celles-ci de l'extérieur ou par tout autre moyen équivalent.</p> <p>Les dispositifs d'entreposage des digestats liquides sont équipés des moyens nécessaires au captage et au traitement des émissions résiduelles de biogaz et composés odorants. A défaut, l'étude d'impact justifie l'acceptabilité et l'efficacité des mesures alternatives prises par l'exploitant.</p> <p>2. Les matières et effluents à traiter sont déchargés dès leur arrivée dans un dispositif de stockage étanche, conçu pour éviter tout écoulement incontrôlé d'effluents liquides.</p> <p>3. La zone de déchargement est équipée des moyens permettant d'éviter tout envol de matières et de poussières à l'extérieur du site de l'installation.</p> <p>4. Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes pour prévenir les envols de poussières et les dépôts de matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;</li> <li>-Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas d'envol de poussière ou de dépôt de boue sur les voies de circulation publique ;</li> <li>-Dans la mesure du possible, les surfaces sont engazonnées et des écrans de végétation sont mis en place.</li> </ul> <p>5. Les unités de séchage de digestat sont nettoyées conformément aux préconisations du constructeur et à minima tous les trois mois afin de retirer tout dépôt.</p> <p><b>Constats :</b>  Les Intrants déchargés dès leur arrivée dans un dispositif de stockage étanche, conçu pour éviter tout écoulement incontrôlé d'effluents liquides.  Les unités de séchage de digestat sont nettoyées conformément aux préconisations du constructeur et à minima tous les trois mois afin de retirer tout dépôt.  Établissement maintenu propre.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
---

**N° 12 : Non-mélange des digestats.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 20
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Conditions d'admission des déchets et matières traités
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les installations où plusieurs lignes de méthanisation sont exploitées, les digestats destinés à un retour au sol produits par une ligne ne sont pas mélangés avec ceux produits par d'autres lignes si leur mélange constituerait un moyen de dilution des polluants. Les documents de traçabilité permettent alors une gestion différenciée des digestats par ligne de méthanisation.</p>
<b>Constats :</b> Sans objet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Formation.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 22
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant le premier démarrage des installations, l'exploitant et son personnel, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance de l'installation, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention.  Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes reconnus ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins et aux équipements installés est justifiée. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est délivrée à toute personne nouvellement embauchée. Elle est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. Le contenu de cette formation peut s'appuyer sur des guides faisant référence.  A l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème, le contenu de la formation et sa durée en heures. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.  Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.
<b>Constats :</b> Un registre de suivi des formations a été présenté. Ce document liste les agents concernés, la thématique ainsi que l'organisme formateur. Les attestations n'ont pas été présentées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 14 : Risques de fuite de biogaz.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 23
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux et dispositifs confinés font l'objet d'une ventilation efficace et d'un contrôle de la qualité de l'air portant a minima sur la détection de CH <sub>4</sub> et de H <sub>2</sub> S avant toute intervention. Les conditions d'intervention et les mesures prises pour minimiser la gêne vis-à-vis des populations avoisinantes sont décrites dans l'étude d'impact et font l'objet de consignes spécifiques.  Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements susceptibles d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de maintenance que l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Conforme. Des tests d'étanchéité ont été réalisés par la société SASU STCP au cours du mois de mai 2024. Ils sont tous concluants.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Surveillance du procédé de méthanisation.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 24
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Conditions d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Elles sont notamment équipées de dispositifs de mesure en continu de la température des matières en fermentation et de contrôle en continu de la pression du biogaz. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de surveillance et spécifie le cas échéant les seuils d'alarme associés.</p> <p>Le système de surveillance inclut des dispositifs pour :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-garantir le fonctionnement stable du digesteur ;</li><li>-réduire au minimum les problèmes de fonctionnement, tels que le moussage, pouvant entraîner des dégagements d'odeurs ;</li><li>-prévoir des dispositifs d'alerte prévenant suffisamment à l'avance des défaillances pouvant conduire à une perte de confinement et à des explosions.</li></ul> <p>Il inclut des dispositifs de surveillance ou de modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-le pH et l'alcalinité de l'alimentation du digesteur ;</li><li>-mesure continue de la température de fonctionnement du digesteur et des matières en fermentation et de la pression du biogaz ;</li><li>-le taux de charge hydraulique et organique de l'alimentation du digesteur ;</li><li>-la concentration d'acides gras volatils et d'ammoniac dans le digesteur et le digestat ;</li><li>-la quantité, la composition et la pression du biogaz ;</li><li>-les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur.</li></ul> <p>Pour les installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse, le système de surveillance inclut également la surveillance en continu de la température et de la pression au sein de la cuve de stockage du percolat. .</p> <p>Les dispositions du présent article sont immédiatement applicables aux installations autorisées après le 17 août 2018.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables au 17 août 2022 aux installations autorisées avant le 18 août 2018, dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale prévue à l'article R. 515-61 du code de l'environnement sont celles de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/ UE du Parlement européen et du Conseil, notifiée sous le numéro C (2018) 5070.</p> <p>Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations de méthanisation soumises à autorisation, autorisées avant le 18 août 2018, dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale prévue à l'article R. 515-61 du code de l'environnement ne sont pas celles de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 du 10 août 2018 précitée, dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-quatre ans après la parution au Journal officiel de l'Union européenne, postérieure au 18 août 2018, de la décision d'exécution établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale prévue à l'article R. 515-61 du code de l'environnement ;</li><li>-à compter du 17 août 2022, lorsque la parution au Journal officiel de l'Union européenne de la décision d'exécution établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale prévue à l'article R. 515-61 du code de l'environnement est intervenue entre le 18 août 2016 et le 17 août 2018.</li></ul> <p>À la date prévue par le présent article, l'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles telles que décrites au présent article ou garantissant un niveau de protection de l'environnement équivalent dans les conditions fixées au II de l'article R. 515-62 du code de l'environnement, sauf si l'arrêté préfectoral fixe des prescriptions particulières en application de l'article R. 515-63 du même code.</p>
<b>Constats :</b> Système de surveillance conforme. Une capture d'écran de la surveillance en continu de la température et de la pression a été présentée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Phase de démarrage des installations.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les sous-pressions est vérifiée avant le ou lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés.  Avant le premier démarrage de l'installation, l'exploitant informe le préfet de l'achèvement des installations par un dossier technique établissant leur conformité aux conditions fixées par le présent arrêté et par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
<b>Constats :</b> Le rapport complet de démarrage a été présenté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Précautions lors du démarrage.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation, à partir des consignes proposées et explicitées par le concepteur des installations. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.  Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.
<b>Constats :</b> La fiche de consignes spécifiques, rédigée par la société SYCOMORE, a été présentée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Indisponibilités.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas d'indisponibilité prolongée des installations, l'exploitant évacue les matières en attente de méthanisation susceptibles de provoquer des nuisances au cours de leur entreposage vers des installations de traitement dûment autorisées.  L'arrêté préfectoral précise le délai d'indisponibilité au-delà duquel les dispositions de l'alinéa précédent sont mises en œuvre.
<b>Constats :</b> Les mesures envisagées ont été clairement décrites : <ul style="list-style-type: none"><li>- Les fumiers seront ramenés et épandus par l'apporteur ;</li><li>- Les digestats en cours seront analysés et vendus si les résultats d'analyses sont conformes ;</li><li>- En cas de résultats d'analyses non conformes ils seront compostés par un établissement dûment autorisé ou incinérés chez un prestataire autorisé.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : bis - Systèmes d'épuration du biogaz**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à :  -2 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane inférieure à 50 Nm <sup>3</sup> / h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 1 % en volume du biométhane produit ;  -1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm <sup>3</sup> / h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit.  Le respect de ces valeurs fait l'objet d'une évaluation annuelle.
<b>Constats :</b> La maintenance sera faite en octobre 2025, soit un an après la mise en route de l'installation. Le rapport sera transmis à l'inspection des ICPE dès réception par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 20 : Propreté du site.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 30
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble du site et des voies de circulation internes au site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus. Lorsqu'ils relèvent de la responsabilité de l'exploitant, les abords de l'installation, comme par exemple l'entrée du site ou d'éventuels émissaires de rejets, font l'objet d'une maintenance régulière.
<b>Constats :</b> Les voies de circulation internes au site sont maintenues propres. Les éventuelles émissions de rejets font l'objet d'une surveillance et d'une maintenance régulières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 21 : Absence de locaux occupés dans les zones à risques.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 31
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les planchers supérieurs des bâtiments abritant les installations de méthanisation et, le cas échéant, d'épuration, de compression, de combustion ou de stockage du biogaz ne peuvent pas accueillir de locaux habités, occupés par des tiers ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques nécessaires au fonctionnement de l'installation.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 22 : Repérage des canalisations.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 32
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différentes canalisations sont repérées par des couleurs normalisées ( norme NF X 08 100 ) ou par des pictogrammes en fonction du fluide qu'elles transportent. Elles sont reportées sur le plan établi en application des dispositions de l'article 11 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Les canalisations de l'unité de méthanisation sont enterrées. Le plan de réseau n'a pas été présenté.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Transmettre le plan de réseau des canalisations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 23 : Zonage ATEX.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), ces zones sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes. Une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane.  Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ces risques. Dans chacune des zones ATEX, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 39.  Le matériel implanté dans ces zones explosives est conforme aux prescriptions du décret n° 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques susvisé. Les installations électriques sont réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables, par des personnes compétentes et en conformité avec la réglementation ATEX en vigueur. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.  Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique. Les installations électriques et alimentations de secours situées dans des zones inondables par une crue de niveau d'aléa décennal sont placées à une hauteur supérieure au niveau de cette crue. Par ailleurs, lorsqu'elles sont situées au droit d'une rétention, elles sont placées à une hauteur supérieure au niveau de liquide résultant de la rupture du plus grand stockage associé à cette rétention. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.  Les matériaux isolants installés dans un emplacement avec une présence d'une atmosphère explosive (membrane souple, etc.) sont conçus pour être de nature antistatique selon les normes



en vigueur. L'exploitant assure ou fait effectuer la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple, alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz ...).
<b>Constats :</b> Le zonage des zones ATEX établi par le constructeur de la structure a été présenté mais il n'est pas formalisé sur un plan de masse de l'installation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Formaliser le zonage des zones ATEX sur un plan de masse de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 24 : Traitement du biogaz.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 35
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsqu'il existe un dispositif d'injection d'air dans le biogaz destiné à en limiter par oxydation la teneur en H <sub>2</sub> S, ce dispositif est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque. L'exploitant établit une consigne écrite sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le biogaz.
<b>Constats :</b> Une consigne écrite sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le biogaz a été présentée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 25 : Ventilation des locaux.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 37
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, les espaces confinés et les locaux dans lesquels du biogaz pourrait s'accumuler en cas de fuite sont convenablement ventilés pour éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive. La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, au moyen d'ouvertures en parties hautes et basses permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent garantissant un débit horaire d'air supérieur ou égal à dix fois le volume du local. Un système de surveillance par détection de méthane, sulfure d'hydrogène et monoxyde de carbone, régulièrement vérifié et calibré, permet de contrôler la bonne ventilation des locaux.  La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation et notamment en cas de mise en sécurité de celle-ci, un balayage de l'atmosphère du local, au minimum au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.
<b>Constats :</b> Les espaces confinés et les locaux dans lesquels du biogaz pourrait s'accumuler en cas de fuite sont convenablement ventilés pour éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive. Un système de surveillance par détection de méthane, sulfure d'hydrogène et monoxyde de carbone, régulièrement vérifié et calibré, permet de contrôler la bonne ventilation des locaux.  La ventilation assure en permanence une bonne circulation de l'air.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 26 : Soupape de respiration, événement d'explosion.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 38
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation ou le cas échéant le stockage de percolat sont munis d'une soupape de respiration ne débouchant pas sur un lieu de passage, dimensionnée pour passer les débits requis, conçue et disposée pour que son bon fonctionnement ne soit entravé ni par la mousse, ni par le gel, ni par la corrosion, ni par quelque obstacle que ce soit. La disponibilité de ce dispositif est vérifiée dans le cadre du programme mentionné à l'article 39 du présent arrêté et, en tout état de cause, après toute situation d'exploitation ayant conduit à sa sollicitation.  Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont dotés d'un dispositif de limitation des conséquences d'une surpression brutale tel qu'une membrane souple, un événement d'explosion ou tout autre dispositif équivalent de protection contre l'explosion défini lors d'une évaluation des risques d'explosion.
<b>Constats :</b> Un compresseur par membrane assure le bon fonctionnement du système.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 27 : Programme de maintenance préventive.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation.  Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Ce programme inclut notamment, y compris pour les installations existantes dès la publication de cet arrêté, la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.  Dans le cas des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse nécessitant des opérations répétées de chargement et de déchargement de matières, la vérification de l'étanchéité des équipements est opérée à chaque manipulation ou a minima sur une base mensuelle. Après deux ans de fonctionnement de l'installation, l'exploitant effectue un contrôle des systèmes de recirculation du percolat et un curage de la cuve de stockage associée. Cette fréquence peut ensuite être adaptée, elle est alors portée au programme de maintenance préventive. L'exploitant réalise en outre un contrôle de la fiabilité des analyseurs de gaz installés (CH <sub>4</sub> , O <sub>2</sub> ) à une fréquence semestrielle.  Toutes les installations électriques sont maintenues en bon état et sont vérifiées par une personne compétente selon une périodicité adéquate fixée par le programme de maintenance préventive, ainsi que lors de leur mise en service ou de leur modification. Les rapports de ces vérifications sont tenus à la disposition des installations classées.
<b>Constats :</b> Le programme de maintenance préventive ainsi que les compte-rendus d'inspection mensuelle

ont été présentés.
La date de vérification des installations électriques est arrêtée. Les rapports de visite seront transmis à l'inspection des installations classées dès réception.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Transmettre les rapports de visite des installations électriques à l'inspection des installations classées dès réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 28 :** Permis d'intervention et permis de feu.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 40
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les parties de l'installation recensées comme pouvant présenter un risque d'explosion, ou présentant un risque d'incendie, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation de ce risque (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis d'intervention" et le cas échéant d'un "permis de feu". Ce permis, établi et visé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura expressément désignée, est délivré après analyse des risques correspondants et définition des mesures de prévention. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents doivent être cosignés par l'exploitant et le responsable de l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront expressément désignées.</p> <p>Les documents ou dossier préalable nécessaires à la délivrance du permis comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>-l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>-les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;</li> <li>-l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;</li> <li>-lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li> </ul> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du document relatif à la protection contre les explosions défini à l'article R. 4227-52 du code du travail et par l'obtention de l'autorisation mentionnée au 6° du même article.</p> <p>L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation des travaux ayant fait l'objet du " permis de feu ", doit être affichée en caractères apparents.</p> <p>Avant la remise en service de l'équipement ayant fait l'objet des travaux mentionnés ci-dessus, l'exploitant vérifie que le niveau de prévention des risques n'a pas été dégradé. Cette vérification fait l'objet d'un enregistrement annexé au programme de maintenance préventive visé à l'article 39.</p>
<b>Constats :</b> Un permis de feu établi et visé par l'exploitant a été présenté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 29 : Composition du biogaz.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'air
<b>Prescription contrôlée :</b> Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal.  La teneur en CH <sub>4</sub> et H <sub>2</sub> S du biogaz produit est mesurée au moyen d'un équipement contrôlé et calibré annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur compétent. L'arrêté préfectoral fixe la périodicité de cette mesure, qui est au minimum quotidienne, et, le cas échéant, les paramètres devant faire l'objet d'analyses complémentaires.  L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la teneur maximale en H <sub>2</sub> S du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à l'entrée de l'équipement dans lequel il est valorisé, en cohérence avec le choix de valorisation justifié par l'étude d'impact visée à l'article 6.
<b>Constats :</b> La teneur en CH <sub>4</sub> et H <sub>2</sub> S du biogaz produit n'a pas été présentée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Transmettre à l'inspection des installations classées le suivi de la teneur en CH <sub>4</sub> et H <sub>2</sub> S du biogaz produit.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 30 : Dispositifs de rétention.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 42 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves à percolat, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :  -100 % de la capacité du plus grand réservoir ;  -50 % de la capacité totale des réservoirs associés.  Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsqu'ils ne sont pas construits dans une fosse étanche satisfaisant aux prescriptions des trois premiers alinéas du présent I, les stockages enterrés sont équipés d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas pourvu d'un regard de contrôle facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO <sub>5</sub> , DCO, Azote global et Phosphore total). Lorsque le sol présente un coefficient de perméabilité supérieur à 10 <sup>-7</sup> mètres par seconde, ils sont, en outre, équipés d'une géomembrane associée à un détecteur de fuite régulièrement entretenu.  Le précédent alinéa n'est pas applicable aux lagunes. Celles-ci sont constituées d'une double géomembrane dont l'intégrité est contrôlée a minima tous les cinq ans.
<b>Constats :</b> Les différents stockages de matières liquides sont équipés de capteurs de niveaux et de vannes de coupure de l'alimentation. Les produits potentiellement polluants sont stockés dans des réservoirs à double paroi. Le site est équipé d'une rétention étanche par décaissement et talutage autour des digesteurs et cuves de stockage de digestat et d'intrants liquides.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 31 : Dispositifs de rétention.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 42 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.  Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.  Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Ces équipements sont compatibles avec les caractéristiques du produit ou de la matière contenue. Un contrôle visuel de ces jauges de niveau et limiteurs de remplissage est opéré quotidiennement pour s'assurer de leur bon fonctionnement.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 32 : Dispositifs de rétention.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 42 > III.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> A l'exception des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse pour lesquelles les dispositions suivantes ne sont applicables qu'aux rétentions associées aux cuves de percolat, les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :  -un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10 <sup>-7</sup> mètres par seconde.  -une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/ V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre.  Ce rapport h/ V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le digestat, la matière entrante et/ ou la matière en cours de transformation dans une durée inférieure au rapport h/ V calculé.  L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 33 : Dispositifs de rétention.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 42 > IV.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Le cas échéant, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.
<b>Constats :</b> Il a été déclaré par l'exploitant des écoulements d'eau noire dues à deux sources provenant du méthaniseur de la SAS ABEV : <u>point 1</u> 2 tas d'ensilage ont été entreposés à l'extérieur du site car les travaux n'étaient pas terminés et ont provoqué des écoulements d'eau noire, ainsi que de la paille entreposée sur le même lieu. <u>point 2</u> la lagune d'eau propre qui n'a pas pu être curée à l'automne 2024. Elle a débordé dans la parcelle adjacente.  Concernant la lagune, deux tentatives ont eu lieu pour la vider mais les niveaux ont remonté trop rapidement. Concernant ces 2 points des mesures correctives sont en cours.  L' OFB s'est rendu sur place et a effectué des prélèvements dans le réseau de fossé impacté jusqu'à la rivière "Le Modon".
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 34 : Dispositifs de rétention.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 42 > V.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 35 : bis - Gestion des eaux pluviales.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales sont collectées et gérées conformément aux dispositions du 1° et 2° de l'article 43 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.  Notamment, le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux pluviales susceptibles d'être souillées (notamment issues des voies de circulation et des aires de chargement/ déchargement) des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Les points de rejet des eaux résiduelles sont en nombre aussi réduits que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.  Les eaux pluviales non souillées peuvent être rejetées sans traitement préalable.  Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées sont dirigées vers un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot à raison de 10 litres par mètre carré de surface concernée pour les installations nouvelles. Une analyse au moins annuelle permet de s'assurer du respect des

valeurs limites de rejet prévues à l'article 44.
Les conditions de gestion de la canalisation servant à l'évacuation des eaux de pluie des zones de rétention sont définies dans une procédure rédigée et connue des opérateurs du site.
<b>Constats :</b> Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées sont dirigées vers un bassin de confinement. Un incident a eu lieu au mois de février 2025 engendrant le déversement d'eaux souillées dans des parcelles avoisinantes. Des mesures d'urgence ont été prises par l'exploitant. Des procédures correctives ont été mises en place dès que les conditions météorologiques l'ont permis. Une procédure de gestion d'incident est en cours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 36 : Valeurs limites de rejet dans l'eau.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 44
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Le rejet en milieu aquatique naturel des effluents aqueux issus des installations de méthanisation est aussi réduit que possible.  Les objectifs de qualité et les usages assignés au cours d'eau récepteurs sont pris en considération pour déterminer les valeurs limites de rejet.  L'arrêté préfectoral d'autorisation précise les concentrations maximales des rejets dans les réseaux ou dans le milieu naturel pour les substances visées aux articles 31 et 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié susvisé. Ces concentrations maximales n'excèdent pas les valeurs fixées aux articles 31 et 32 de l'arrêté visé ci-dessus.  Ces dispositions ne concernent ni les eaux de ruissellement qui ne sont pas entrées en contact avec les matières à traiter ni les eaux usées domestiques.  Les valeurs limites de rejet sont applicables au point où sont rejetés les effluents aqueux contenant les substances polluantes.  Elles s'appliquent sans préjudice des dispositions définies par l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, notamment dans ses annexes 3.1 et 3.3.
<b>Constats :</b> Les analyses des rejets seront effectuées avant fin octobre 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 37 : Points de rejet.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 45
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les points de rejet dans le milieu aquatique naturel des effluents aqueux traités sont différents des points de rejet des eaux pluviales non souillées et sont en nombre aussi réduit que possible. Sur chaque canalisation de rejet d'effluents est prévu un point de prélèvement d'échantillons.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 38 : bis - Prélèvement et consommation d'eau.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention de la pollution de l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements et la consommation d'eau des installations sont régis par les dispositions des articles 14 à 17 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
<b>Constats :</b> Absence de forage. Le compteur d'eau réseau AEP est relevé mensuellement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 39 : Conditions générales de la surveillance des rejets.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 46
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air et dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative et, pour les polluants atmosphériques, conformément aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté du 4 septembre 2000 susvisé.  L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence doivent être effectués conformément aux normes en vigueur lorsqu'elles existent.
<b>Constats :</b> Les prélèvements seront réalisés à l'issue de la première année calendaire de fonctionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 40 : Déchets non valorisables.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets ou matières issus de l'exploitation de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matières qui ne peuvent pas être valorisées sont éliminées dans des installations aptes à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur.  Les déchets produits par l'installation et la fraction indésirable susceptible d'être extraite des déchets destinés à la méthanisation sont stockés dans des conditions prévenant les risques d'accident et de pollution et évacués régulièrement vers des filières appropriées à leurs caractéristiques. L'exploitant doit pouvoir prouver qu'il élimine tous ses déchets en conformité avec la réglementation.
<b>Constats :</b> Les produits interdits sont cités dans les contrats d'approvisionnement des associés. Les matières non valorisables trouvées sont essentiellement des cailloux, des silex, des gravillons et de la grave qui sont gardés sur site. Les ficelles sont redonnées à ADIVALOR.  Le règlement interne des déchets refusés n'est pas encore rédigé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Rédiger le règlement interne des déchets refusés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



**N° 41 : Communication des résultats d'analyses.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets ou matières issus de l'exploitation de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats des analyses prévues par le présent arrêté sont consignés dans des registres et communiqués à l'inspection des installations classées selon des modalités et une fréquence fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
<b>Constats :</b> Les résultats d'analyses bactériologiques, agronomiques, recherche de métaux lourds et d'indésirables ont été présentés et sont tous satisfaisants. La preuve de l'agrément du laboratoire ayant effectué les analyses n'a pas été apportée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Transmettre le numéro d'agrément du laboratoire ayant effectué les analyses.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 42 : bis - Surveillance de l'installation et astreinte.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 50
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Gestion des déchets ou matières issus de l'exploitation de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'installation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Cette sous-traitance est obligatoire dès lors que l'exploitant n'a désigné, hors sous-traitance, qu'une seule personne pour la surveillance du site. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage du percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le calendrier d'astreinte du premier trimestre a été présenté. Une surveillance opérationnelle est prévue conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 43 : Information en cas d'accident.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 51 > a)
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Informations sur le fonctionnement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant informe dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées en cas d'accident et lui indique toutes les mesures prises à titre conservatoire.
<b>Constats :</b> L'incident survenu le 02 février 2025 n'a été signalé à l'inspection des installations classées que le 25 février. Le délai de 15 jours fixé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 avril 2022 n'a pas

été respecté. Les mesures prises à titre conservatoire ont été clairement listées. Les actions correctives à court et long termes ont été transmises ultérieurement. La preuve de leur réalisation effective sera transmise à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> À l'avenir veiller à respecter le délai de 15 jours pour transmission d'un rapport d'incident ou d'accident fixé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 avril 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 44 : Consignation des résultats de surveillance.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 51 > b)
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Informations sur le fonctionnement
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les analyses exigées dans le présent arrêté sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 45 : Rapport annuel d'activité.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 51 > c)
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Informations sur le fonctionnement
<b>Prescription contrôlée :</b> Une fois par an, l'exploitant adresse au préfet un rapport d'activité comportant une synthèse des informations dont la communication est prévue aux a et b du présent article ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur le fonctionnement de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public. Le rapport précise également le mode de valorisation et le taux de valorisation annuel du biogaz produit. Il présente aussi le bilan des quantités de digestat produites sur l'année, le cas échéant les variations mensuelles de cette production ainsi que les quantités annuelles par destinataires.
<b>Constats :</b> L'activité n'ayant commencé que le 23 juillet 2024 le rapport annuel d'activité sera transmis à monsieur le préfet à l'issue de la période de douze mois. Un rapport intermédiaire a néanmoins été présenté. Une instance de concertation réunissant des riverains, des représentants des communes concernées par l'activité, une association de protection de l'environnement et la DDETSP a eu lieu le 21 mars 2025. La SAS AVEB effectuera sa télédéclaration annuelle des émissions polluantes via l'outil GEREP.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 46 : MÉTHANISATION DE SOUS-PRODUITS ANIMAUX DE CATÉGORIE 2

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 52-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Informations sur le fonctionnement
<b>Prescription contrôlée :</b> La réception et l'entreposage des sous-produits animaux se font dans un bâtiment fermé ou par tout dispositif évitant leur mise à l'air libre pendant ces opérations. Les mesures de limitation des dégagements d'odeurs à proximité de l'établissement comportent notamment l'installation de portes d'accès escamotables automatiquement ou de dispositif équivalent.  Les aires de réception et d'entreposage sont étanches et aménagées de telle sorte que les jus d'écoulement des sous-produits animaux ne puissent rejoindre directement le milieu naturel et soient collectés en vue de leur traitement conformément aux dispositions de l'article 52-8.

<b>Constats :</b> Aires de réception et d'entreposage conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>N° 47 : MÉTHANISATION DE SOUS-PRODUITS ANIMAUX DE CATÉGORIE 2</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 52-4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Informations sur le fonctionnement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'entreposage avant traitement ne dépasse pas vingt-quatre heures à température ambiante. Ce délai peut être allongé si les matières sont maintenues à une température inférieure à 7° C. Dans ce cas, le traitement démarre immédiatement après la sortie de l'enceinte de stockage. La capacité des locaux est compatible avec le délai de traitement et permet de faire face aux arrêts inopinés.
<b>Constats :</b> Conforme. Les futurs déchets de cuisine et de table seront seront hygiénisés dans la journée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 48 : MÉTHANISATION DE SOUS-PRODUITS ANIMAUX DE CATÉGORIE 2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 52-5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Informations sur le fonctionnement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositifs d'entreposage des sous-produits animaux sont construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter en totalité.  Le sol de ces locaux est étanche, résistant au passage des équipements et véhicules de déchargement des déchets et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage et des eaux de nettoyage vers des installations de collecte de ces effluents.  Les locaux sont correctement éclairés et permettent une protection des déchets contre les intempéries et la chaleur. Ils sont maintenus dans un bon état de propreté et font l'objet d'un nettoyage au moins deux fois par semaine.
<b>Constats :</b> Les installations respectent la prescription. Le registre de suivi des opérations de nettoyage n'a pas été présenté.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Mettre en place un registre de suivi des opérations de nettoyage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 49 : MÉTHANISATIONS DE SOUS-PRODUITS ANIMAUX DE CATEGORIE 2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 52-6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Informations sur le fonctionnement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose d'équipements adéquats pour nettoyer et désinfecter les récipients ou conteneurs dans lesquels les sous-produits animaux sont réceptionnés, ainsi que les véhicules dans lesquels ils sont transportés. Ces matériels sont nettoyés et lavés après chaque usage et désinfectés régulièrement et au minimum une fois par semaine. Les roues des véhicules de transport sont désinfectées après chaque utilisation.  Les bennes ou conteneurs utilisés pour le transport de ces matières sont étanches aux liquides et fermés le temps du transport.
<b>Constats :</b> Visite d'agrément sanitaire définitif a été réalisée le 08 avril 2025. Ce point de contrôle est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 50 : MÉTHANISATION DE SOUS-PRODUITS ANIMAUX DE CATÉGORIE 2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 52-7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Informations sur le fonctionnement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les gaz issus du traitement de stérilisation des sous-produits animaux sont collectés et dirigés par des circuits réalisés dans des matériaux résistant à la corrosion vers des installations de traitement. Ils sont épurés avant rejet à l'atmosphère. Les rejets canalisés à l'atmosphère contiennent moins de :  5 mg/Nm <sup>3</sup> d'hydrogène sulfuré (H <sub>2</sub> S) sur gaz sec si le flux dépasse 50 g/h ;  50 mg/Nm <sup>3</sup> d'ammoniac (NH <sub>3</sub> ) sur gaz sec si le flux dépasse 100 g/h.  La hauteur de la cheminée, qui ne peut être inférieure à 10 mètres, est fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
<b>Constats :</b> Le registre de suivi des rejets canalisés à l'atmosphère n'a pas été présenté.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Transmettre le registre de suivi des rejets canalisés à l'atmosphère.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 51 : METHANISATION DE SOUS-PRODUITS ANIMAUX DE CATEGORIE 2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 52-8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Informations sur le fonctionnement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions suivantes sont applicables aux eaux ayant été en contact avec les sous-produits animaux ou avec des surfaces susceptibles d'être souillées par ceux-ci.  Les effluents de l'unité de stérilisation sont épurés, de façon à respecter les valeurs limites de rejet définies à l'annexe I du présent arrêté.  Leur concentration en matières grasses est inférieure à 15 mg/l.  Les installations sont équipées de dispositifs de prétraitement des effluents pour retenir et recueillir les matières solides assurant que la taille des particules présentes dans les effluents qui passent au travers de ces dispositifs n'est pas supérieure à 6 mm.  Tout broyage ou macération pouvant faciliter le passage de matières animales contenues dans les effluents au-delà du stade de prétraitement est interdit.  Les matières recueillies par les dispositifs de prétraitement sont des sous-produits animaux de catégorie 2. Elles sont éliminées ou valorisées conformément à la réglementation en vigueur.
<b>Constats :</b> Toutes les cuves ont une capacité de nettoyage interne avec réintégration des eaux de rinçage. Le taux de concentration en matières grasses n'a pas été présenté.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Transmettre le taux de concentration en matières grasses des effluents de l'unité de stérilisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois